



L'hebdomadaire du Nouveau Parti Anticapitaliste

TOUT! est à nous!

Dossier

**Sortir du nucléaire
en moins de 10 ans,
c'est possible!**

Pages 6 et 7

n°185 - 7 mars 2013 - 1,20 €

www.npa2009.org

Inégalités, violences, exploitation...



LUTTONS POUR LES DROITS DES FEMMES!

PREMIER PLAN

**ANI: le 5 mars doit
avoir des suites!**

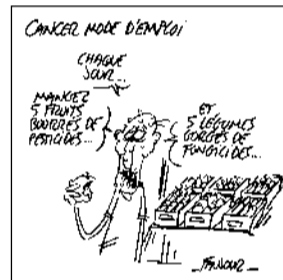
Page 3



INTERNATIONAL

**Palestine: la bataille
des prisons**

Page 5



ACTU

**Savons-nous ce que
nous mangeons?**

Page 8

8 MARS

**Journée mondiale
pour les droits des
femmes**

Les politiques d'austérité, que le gouvernement Hollande - Ayrault poursuit et amplifie après les gouvernements de droite, ont des conséquences très concrètes sur la vie des femmes.

Les femmes subissent directement la détérioration des services publics: en à peine dix ans, c'est 144 maternités et 180 centres IVG fermés, rendant l'accès au soins de plus en plus difficile, en particulier pour l'avortement. La pénurie grave de places en crèche et en maternelle, la destruction du service de santé public et des retraites reporte sur les femmes la charge des enfants, des malades et des personnes âgées, limitant leurs possibilités de travailler et d'acquies ainsi une autonomie financière.

SUITE PAGE 2



M 04249 - 185 - F: 1,20 €

Agenda

8 mars, journée mondiale pour les droits des femmes, manifestation à Paris. RV à 18h30 à Stalingrad (en direction de Bastille).

13 mars, contre les franchises médicales et les dépassements d'honoraires, Paris. À l'appel de « Notre santé en danger » dans le cadre de la semaine d'action du Réseau européen contre la privatisation et la commercialisation de la santé et de la protection sociale. RV dès 15h devant le ministère de la Santé.

13 mars, débat du NPA Saint-Denis sur la situation en Tunisie. Avec Nizar Hamami, dirigeant de la LGO, du Front populaire et responsable de l'UGTT. RV à 19h30 à la Bourse du travail de Saint-Denis.

15 mars, meeting avec Olivier Besancenot, Villeurbanne. RV à 19h au Palais du travail, 9 place Lazare-Goujon, 69100 Villeurbanne.

16 mars, fête du NPA 75. RV samedi 16 mars de 14h à 22h, Salle Olympe-de-Gouges, 15 rue Merlin 75011 Paris.

16 mars, manifestation contre les expulsions de logement, Paris. Arrêt des expulsions ! Baisse des loyers et de l'énergie ! Un logement stable et décent pour tous ! RV à 15 heures, place de la République.



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / FESTIVAL

Pourquoi avez-vous quitté la réunion du comité d'engagement à la préfecture le 5 février 2013 ?

La table ronde sur l'avenir de Fralib s'est tenue mercredi 3 octobre 2012 en préfecture des Bouches-du-Rhône, conformément aux engagements pris par l'Élysée. Rappelons que ce comité, dont la création a été décidée lors de la table ronde, était chargé de l'étude approfondie de tous les projets, et principalement de la solution alternative portée par les salariéEs qui devait figurer « en haut de la pile » selon les termes mêmes des pouvoirs publics. Ce comité d'engagement regroupe Marseille-Provence-Métropole, le conseil régional, Unilever et les services de l'État. Le préfet, qui soit dit en passant est le même que sous Sarkozy, nous avait affirmé que ce projet était prioritaire. De notre côté, nous avons déposé la dernière mouture, la Scop T.I., en préfecture le 6 décembre 2012. Nous sommes maintenant en février et le comportement de la préfecture n'est pas clair. Nous estimons que le comité n'a pas servi au lancement de notre Scop mais plutôt à envisager l'accompagnement du PSE dans le cadre de la revitalisation du bassin de l'emploi, ce qui est fort différent...

Et vos exigences quant à Unilever, sur la marque et la prise en charge des volumes ? Unilever n'a pas bougé et la préfecture nous dit en gros de revoir notre copie, et donc de

SUITE DE LA PAGE 1

Les suppressions de postes dans la fonction publique et diminution des budgets dans le milieu associatif impactent en premier les femmes, qui représentent près de 60% des fonctionnaires, en particulier dans l'éducation, la santé (77%) ou l'administration publique (73%), et 70% des salariéEs du secteur associatif.

Les femmes touchent des salaires inférieurs de 27% à ceux des hommes, et représentent 80% des temps partiels, et leur taux de chômage est supérieur à celui des hommes... De plus, elles assument 80% des tâches domestiques, du travail non rémunéré. Avec la crise actuelle, la situation de l'ensemble des salariéEs est en train de s'aggraver, et les incitations au retour au foyer des femmes se font de plus en plus fortes.

Des mesures d'urgence

Nous voulons des créations d'emplois de titulaires dans tous les secteurs où les besoins se font sentir – petite enfance, éducation et santé en particulier –, emplois majoritairement féminins et dont l'absence retombe d'abord sur les femmes. Les tâches assumées par le secteur associatif doivent être reconnues comme un véritable service public et financées comme telles. Dans le privé, il faut imposer l'égalité des salaires, l'interdiction des temps partiels imposés, la transformation des contrats précaires en CDI... afin de permettre aux femmes de gagner leur autonomie économique.

C'est notamment essentiel pour les femmes victimes de violence. La plupart des femmes violées, battues, harcelées, connaissent leur agresseur : père, patron, conjoint, ex... Les violences contre les femmes touchent tous les milieux, et trop souvent les femmes n'ont pas d'échappatoire, contraintes de rester dans les cadres familiaux. Nous exigeons également l'ouverture de foyers d'accueil pour les femmes et leurs enfants, et la fin de la logique sexiste dans la police et la justice qui broie les femmes qui osent porter plainte et libère les agresseurs !

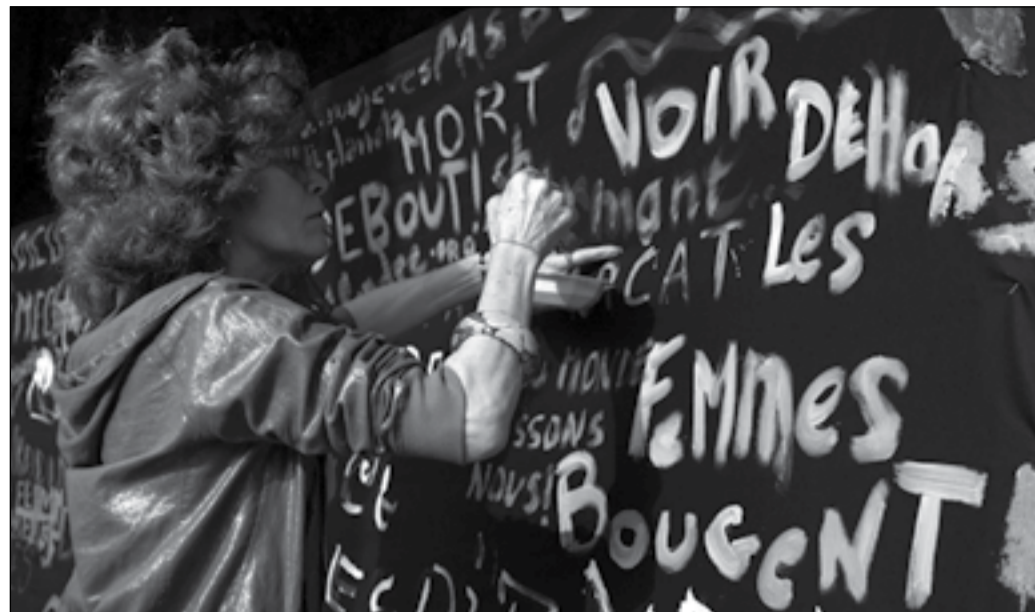


PHOTO THÉÂTRE ROUGE / TAOUS

Mobilisation contre ce gouvernement

Si la loi autorisant le mariage pour les couples de même sexe a été adoptée suite à une large mobilisation, l'autorisation de la PMA (procréation médicalement assistée, légale et largement utilisée pour les couples hétéros stériles) pour les lesbiennes a été repoussée. Encore une fois, les femmes sont les premières victimes d'un gouvernement qui tergiverse. La mobilisation pour l'égalité totale des droits va donc devoir se poursuivre et s'amplifier pour gagner le droit à la PMA pour les lesbiennes et les femmes célibataires. Alors que la médecine a permis des avancées dans l'autonomie des femmes (contraception, IVG), pourquoi conditionner la maternité au fait d'être en couple hétérosexuel ? Malgré un vernis féministe, le gouvernement applique aussi les politiques d'austérité dont sont victimes les femmes. Najat Vallaud-Belkacem ose même qualifier l'Accord national interprofessionnel, qui vise à la précarisation de l'ensemble des salariéEs, d'« avancée décisive pour les femmes à temps partiel » ! S'il est vrai que l'accord introduit une limitation des temps partiels à 24h/semaine,

il permet aussi de nombreuses dérogations. Il offre surtout au patronat l'outil des « avenants temporaires », rendant possible au bon vouloir de l'employeur l'augmentation du temps de travail des salariéEs à temps partiel, sans modification du contrat de travail.

Solidaires des luttes internationales

Premières touchées par la crise, utilisées comme variable d'ajustement par les capitalistes, les femmes luttent et s'organisent à l'image des Licenci'elles qui luttent contre les licenciements massifs et pour la convergence des luttes.

En solidarité avec les femmes du monde entier, celles qui luttent contre les désastres écologiques à travers le monde, celles qui résistent dans les pays en guerre, celles qui se lèvent contre les politiques d'austérité, celles qui se battent pour la scolarisation des filles, celles qui revendiquent toujours le droit à être reconnues égales des hommes, d'exister et de disposer de leurs corps par et pour elles-mêmes, nous serons dans la rue le 8 mars.

Commission nationale intervention féministe

regards

Propos recueillis par David et Gérard (NPA 13)

Fralib « La solution satisfaisante, ce sont des CDI, c'est notre projet, la Scop T.I. »

Entretien avec Robert Vanth, un des salariéEs de Fralib (à Gémenos dans les Bouches-du-Rhône). Depuis septembre 2010, ils sont en lutte contre la fermeture de leur usine. La cour d'appel d'Aix-en-Provence a annulé jeudi 28 février le troisième « plan de sauvegarde de l'emploi » (PSE) du groupe Unilever. Une nouvelle étape dans la mobilisation.

l'accepter. Il faudrait donc revoir le dossier au bout de deux ans ! Nous avons validé notre dossier avec l'accompagnement du gouvernement. Sans la marque et les volumes il faut retravailler les chiffres. Nous estimons que c'est à Unilever de payer, par la marque et les volumes, et certainement pas aux contribuables via des aides de l'État. Le projet est sur la table. La Scop crée une centaine d'emplois et des perspectives, pendant que la préfecture communique sur quelques déplacements de postes pour faire croire à des créations, et que la cellule de reclassement offre au mieux de l'intérim, et vraiment pas pour tout le monde. La solution satisfaisante, ce sont des CDI, c'est notre projet, la scop T.I.

Depuis la campagne des présidentielles, bien des dirigeants socialistes sont venus à votre rencontre et ont pris position en votre faveur, qu'en est-il maintenant ?

On peut dire que notre projet a été étudié avec François Hollande et Arnaud Montebourg. Ils sont venus et nous ont soutenus. André Chassaigne, président du comité de soutien national aux salariéEs de Fralib, est en contact avec Montebourg pour pousser le

gouvernement. Nous venons d'envoyer une lettre à Hollande. Nous demandons un positionnement clair du gouvernement. Ce serait pourtant facile pour celui-ci d'agir, mais encore faut-il en avoir la volonté politique...

On parle d'une loi d'interdiction des licenciements boursiers ou pour les entreprises qui font du profit ? Penses-tu que ce soit une arme efficace ?

Le gouvernement en a parlé pour l'été. C'est énorme. Dans la situation actuelle, un gouvernement soi-disant de gauche doit agir. Il n'y a pas besoin de débattre, il y a nécessité et urgence de faire voter cette loi. Il y a un ras-le-bol collectif et ce sentiment pourrait pousser des salariéEs à passer à autre chose plutôt que d'attendre le changement qui ne vient pas. Cette loi ne résoudra peut-être pas tout car les multinationales savent s'adapter et se jouer des lois, mais commençons par la mettre en place, et là on verra.

On observe depuis peu qu'à différentes initiatives, des salariéEs en lutte ont commencé à converger. Comment vous inscrivez-vous dans ce mouvement ?

Par rapport aux multinationales, on est tous

soumis à la même chose. Et, donc, en s'entraidant, on est beaucoup plus fort. On peut porter une lutte commune face aux comportements voyous de ces sociétés qui ne pensent qu'à se gaver. Ce n'est pas facile même si cette convergence est ouverte à tous et à toutes. Il faut trouver une position commune, tenir compte des échéances et de la situation des uns et des autres. Mais il y a maintenant un contact permanent, et la centralisation de tous ces sites est en cours. Il faut prendre étape par étape.

Quelle est la suite prochaine ?

On pensait pouvoir présenter nos partenaires au comité d'engagement pour montrer que tout cela était bien sérieux et sur les rails. Il n'y aura sûrement pas de nouvelle réunion du comité. Nous préparons donc une grande initiative pour le faire, où nous inviterons tout le monde très prochainement, histoire de ne pas baisser la pression. Nous avons appris qu'en face de chaque tentative de nous liquider, nous devons résister et que c'est grâce à la détermination solidaire entre tous ceux qui luttent que nous y arriverons une fois encore.

1. Scop T.I. : Société coopérative ouvrière provençale thé et infusions

CHÔMAGE ET RÉCESSION

Hollande persiste et signe

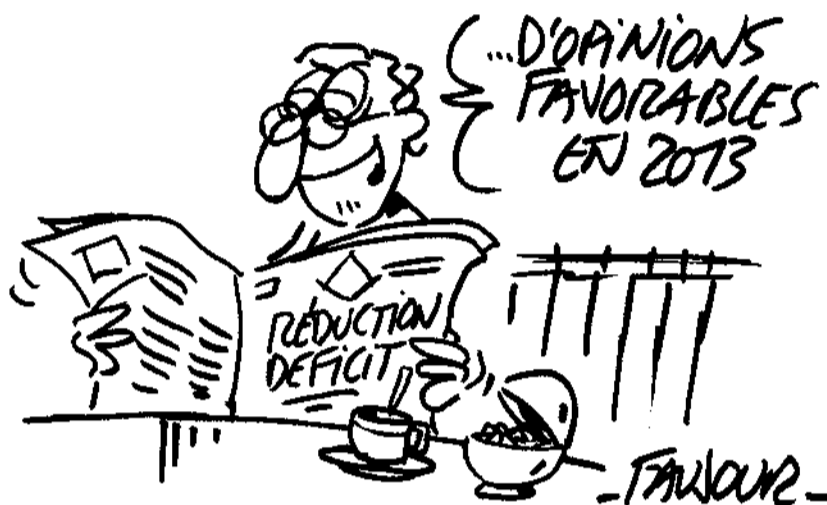
Malgré un contexte économique défavorable, pas question pour le gouvernement de changer les grands axes de sa politique. La crise s'approfondit, l'austérité et la rigueur aussi...

La croissance française s'effondre : croissance zéro en 2012, prévision de 0,1% en 2013 avec en arrière-plan une croissance négative dans la zone Euro... Du côté de l'emploi, le taux de chômage de la zone Euro s'est établi à 11,9% en janvier 2013. En France, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi (sans aucune activité) s'établit à 3 169 300 fin janvier 2013 (+ 10,7% par rapport à janvier 2012). Le nombre de chômeurs de longue durée augmente de 13,9%. Moins de la moitié des chômeurs (48,7%) sont indemnisés. Quant aux offres d'emploi collectées par Pôle emploi, elles s'effondrent : - 19,7% par rapport à janvier 2012. Les embauches en CDI reculent, par contre les CDD courts progressent. L'objectif d'un retour du déficit à 3% a dû être abandonné. Et pourtant, Hollande et Ayrault continuent la même politique. Ils lancent même une campagne de publicité : plusieurs centaines de spots et d'encarts vont être achetés pour vanter les mesures phares du gouvernement (coût : 6 millions et demi d'euros) et Ayrault poste une vidéo sur Dailymotion...

Et ça continue encore et encore...

Tout d'abord, le respect du traité budgétaire européen : on comprime les dépenses publiques indépendamment de leur utilité. Hollande a renoncé à une réforme claire, juste et globale de la fiscalité. Le gouvernement a additionné les mesures partielles dans lesquelles les gens ne se retrouvent plus, d'où le mécontentement exploité par la droite. Les impôts sur les entreprises ont été dans un premier temps augmentés, puis, après le rapport Gallois, le gouvernement a décidé de leur attribuer 20 milliards d'euros. Du côté des ménages, les hausses de la TVA sont de retour. Et elles vont même probablement s'amplifier. Sans parler des prélèvements supplémentaires sur les retraites qui vont subir une nouvelle réforme. Le deuxième axe de la politique de Hollande, c'est le nouveau « compromis social », pour reprendre son vocabulaire avec comme objectif affirmé une inversion de la courbe du chômage d'ici la fin 2013. Contrats aidés et allègements des cotisations employeurs continuent de prospérer. Par ailleurs, le nouveau président a incité patronat et syndicats à négocier un accord national interprofessionnel sur « la modernisation du marché du travail » destiné

OBJECTIF DE HOLLANDE : 3% ...



à devenir une loi. Il faut replacer cet accord dans le contexte européen. Au-delà des précautions de langage et des contreparties en carton-pâte, il s'inscrit pour l'essentiel dans la logique de mesures prônées par la « Troïka » : limiter l'importance des accords collectifs de branche, remettre en cause la hiérarchie des normes (un accord d'entreprise ne pouvait qu'améliorer un accord de branche) et accentuer la dépendance du salarié isolé face à son employeur. Très rapidement, Montebourg a démontré qu'il n'était là que pour amuser la galerie. Quant aux salaires, le gouvernement Ayrault s'inscrit dans la continuité de Fillon avec le maintien du blocage du point d'indice de la fonction publique et un « coup de pouce » dérisoire du SMIC.

Il n'y a pas de moindre mal

Hollande applique donc des nuances secondaires la même politique que les autres gouvernements européens. Il reprend ce qu'Ernest Mandel

appelait le « sempiternel refrain du moindre mal » : « si nous ne gérons pas la crise, elle sera gérée par la réaction et l'austérité sera bien plus dure. D'ailleurs, si nous ne permettons pas au capitalisme de sortir de la crise grâce à l'austérité, le chômage provoquera un retour au pouvoir de l'extrême droite, voire la catastrophe absolue ». En d'autres termes : « Souffrez qu'on vous coupe trois doigts, de peur que vous ne perdiez toute la main ! » (« Le mouvement ouvrier devant la crise », 1982).

Pourtant, les politiques menées aujourd'hui par les gouvernements « socialistes » ne se différencient guère de celles des dirigeants de droite et ont les mêmes effets catastrophiques. On pourrait se demander pourquoi tous les gouvernements européens persistent. La réponse est simple : il s'agit de soutenir les profits d'un capitalisme de plus en plus mondialisé, qui ne lâchera rien sans y être contraint par une mobilisation à la hauteur de l'enjeu.

Henri Wilno



Par **Christine Poupin**

« SEUL LE PEUPLE COMMANDE »

Les samedis se suivent et se ressemblent dans la péninsule ibérique. Après l'État espagnol le 23 février, c'est au tour du Portugal de connaître des manifestations massives le 2 mars. Dans plus de quarante villes, un million de personnes – pour une population de 10 millions d'habitants ! – ont défilé contre la troïka (FMI, BCE, UE) et contre le gouvernement Coelho. À Lisbonne et à Porto, les véritables marées humaines qui ont envahi les avenues et les places n'étaient pas sans rappeler la révolution des œillets qui mit fin à la dictature en 1974. La référence est explicite quand les manifestantEs entonnent « *Grândola, Vila Morena* », chanson qui servit de signal pour le déclenchement du soulèvement le 25 avril 74, ou scandent « *le peuple uni ne sera jamais vaincu* ». C'est encore et toujours, comme partout ailleurs en Europe, au nom du paiement de la dette que le gouvernement impose la baisse des salaires, la destruction des services publics et des budgets sociaux, les licenciements massifs. La mobilisation s'est tenue alors que les représentants de la troïka étaient à Lisbonne pour évaluer – pour la septième fois – le programme de redressement prévu par le mémorandum. Les mots d'ordre visent aussi bien la troïka que le gouvernement « *qui doit s'en aller* », dénoncent la dette « *qui doit de l'argent ici ? c'est le banquier* », et expriment la solidarité internationale « *Espagne, Grèce, Irlande, Portugal, notre combat est international !* ». L'initiative de cette journée de mobilisation exceptionnelle revient à un réseau regroupant des groupes de militantEs, le plus souvent jeunes, très actifs sur les réseaux sociaux, au nom sans équivoque : *Que se Lixe a Troika* (Que la troïka aille se faire voir). Elle a ensuite été soutenue par le Bloc de Gauche et le PCP, par la CGTP (Confédération générale des travailleurs portugais), la plus importante centrale syndicale du pays dirigée par le Parti communiste, qui pour la première fois a rallié une initiative qu'elle n'avait pas prise elle-même. Hier l'État espagnol, aujourd'hui le Portugal, demain... Et partout cette aspiration inscrite sur la banderole de tête à Lisbonne : « *O povo e quem mais ordena* » (Seul le peuple commande).

ANI Le 5 mars doit avoir des suites !

L'accord national interprofessionnel, présenté en conseil des ministres ce mercredi 6 mars, doit être appliqué « début mai » selon le ministre du Travail. Contre la transposition de l'accord en loi, la CGT, FO, la FSU et Solidaires appelaient à une journée de grève et de manifestation la veille.

À l'appel de la CGT, FO, FSU et Solidaires, plus de 200 manifestations se sont déroulées contre l'ANI le mardi 5 mars. Dans de nombreux secteurs du privé et aussi dans le public, des préavis de grève avaient été déposés. Dans certains départements, l'Unef et l'UNL ont rejoint la mobilisation ainsi que les associations de chômeurs et précaires, les retraités... Ces initiatives montrent que les forces sont disponibles pour un affrontement majeur avec ce gouvernement, contre ce projet de loi qui permet de licencier plus facilement et flexibiliser un maximum.

Le gouvernement s'entête

Face aux mécontentements, le gouvernement ne veut rien entendre. Pour lui, cet accord national interprofessionnel « *marque un progrès* ». Il a même donné



Meeting unitaire contre l'ANI à Paris, jeudi 28 février. PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MILO

des consignes claires aux députés de la majorité : ne pas déséquilibrer l'accord avec des amendements. En un mot, pour le gouvernement l'accord national interprofessionnel doit être transposé tel quel dans la loi... promesse faite au patronat. Et il veut aller vite, très vite, puisque le texte sera examiné dès le mois d'avril par le Parlement en procédure d'urgence (une seule lecture par les deux assemblées) de manière à parvenir à une promulgation dès la fin mai, prétextant qu'il faut « *sauver des emplois le plus rapidement possible* »...

Ce ne doit être que le début

Les mobilisations contre cette régression sociale commencent donc. Avant la journée de grève et de manifestation du 5 mars à l'appel des organisations syndicales, Attac et la Fondation Copernic ont organisé à Paris un meeting unitaire

jeudi 28 février, qui a rassemblé environ 200 personnes, à Paris avec de nombreuses associations et organisations politiques dont Olivier Besancenot pour le NPA. Soyons réalistes : pour faire reculer le gouvernement, une seule journée de mobilisation même réussie ne pourra suffire pour aboutir au retrait du projet de loi. C'est donc un vrai mouvement d'ensemble, généralisé, dans la durée, qu'il faut construire. D'ores et déjà, au niveau local, des réunions entre organisations syndicales sont prévues pour discuter des suites à donner à la journée du 5 mars. Il faut que de telles réunions se fassent dans tous les départements, régions, et bien entendu au niveau national. Car pour faire reculer le gouvernement et empêcher que le Medef fasse la loi, c'est dans la rue que ça se passe!

Sandra Demarcq

DROITE

Le jeu des ambitions

«Le temps d'aujourd'hui n'est pas le temps de la candidature» avait déclaré Fillon il y a peu. La semaine dernière, quelle surprise, il affirmait «tout faire» pour être candidat à la primaire UMP en vue de 2017. Ce n'est pas qu'en se rasant le matin que Fillon, Copé ou Bertrand pensent à la présidentielle, une ambition obsessionnelle...

Après avoir perdu la course à la présidence de l'UMP, Fillon vient d'abandonner de la mairie de Paris qu'il laisse à Kosciusko-Morizet en échange de son soutien à la présidentielle... Sauf que NKM est pour le moins un soutien incertain, son ambition personnelle n'ayant rien à envier à celle des autres chefs de l'UMP. Et le panier de crabes s'agitent dans tous les sens, bien en peine d'exister politiquement tant par rapport au gouvernement qui poursuit la politique de Sarkozy que vis-à-vis de ce dernier.

C'est qui le patron ?

Fillon, l'ancien «collaborateur», s'échine à convaincre que c'est lui maintenant le patron : «Nos lauriers sont à terre. Il n'y a plus ni préséance ni hiérarchie. (...) Nous sommes tous au même niveau et nous avons tous nos preuves à faire. Moi le premier. (...) La défaite présidentielle et législative nous remet tous à notre place. Ne cherchez pas d'excuses. Ne cherchez pas de sauveur.» Et surtout pas du côté de Sarkozy, l'organisateur de la défaite...

Fillon se hausse au niveau de l'homme d'État : «J'ai vécu dans l'intensité des responsabilités gouvernementales, au point de me sentir parfois dépossédé d'une part de moi-même. (...) Le pays tape à votre porte pour qu'on l'aide et le protège. Vous l'aidez, vous le protégez du mieux possible, mais vient le moment où vous dites "non". (...) Mais ce "non" fait de vous un homme qui fait passer ses responsabilités avant ses intérêts. Ce "non" vous transforme.» Quel homme ! Capable de dire non aux travailleurs et à la population... La naissance d'un chef !

Et pendant que NKM veut séduire Paris, que Copé gère son appareil, Xavier Bertrand essaie de se placer comme le plus fidèle sarkozyste : «Nicolas Sarkozy était un président courageux. Il nous a permis de faire face à la tempête financière. Non, entre Nicolas Sarkozy et François Fillon, c'est pas le même niveau.» Quel niveau !

Yvan Lemaître

MALI Les barbaries

Une certaine confusion règne en ce début de semaine concernant la situation exacte dans le Nord du Mali. Alors qu'un nouveau soldat français vient de mourir, l'armée tchadienne, principale alliée des militaires français sur le terrain, avait successivement annoncé la mort au combat d'Abdelhamid Abou Zeid, un des principaux dirigeants d'AQMI («Al-Qaïda au Maghreb islamique») puis du chef djihadiste Mokhtar Belmokhtar.

Cette information n'était pas confirmée ce mardi du côté officiel français. Ceci alors que des journalistes de la presse française se plaignent régulièrement que «les médias (restent) tenus à l'écart par les autorités» et que «l'armée française conduit une guerre sans témoin», selon les termes du Télégramme de Brest lundi 4 mars. Le brouillard reste donc épais.

Les pires alliés

Un des secrets de polichinelle de l'intervention concerne la nature de cet allié qu'est le régime tchadien. Pour le Figaro, c'est «Le Tchad, précieux allié de la France au Mali». Avec 2000 hommes déployés dans le Nord du Mali, ce pays d'Afrique centrale fournit en effet le plus gros contingent de troupes derrière celui de la France. Or, le régime tchadien est l'un des pires de la région. Son armée, composée essentiellement sur des bases «ethniques», a été fréquemment critiquée par des organisations des droits de l'homme pour des attaques contre des populations civiles. Le recrutement d'enfants-soldats a aussi fait l'objet de critiques régulières, recrutement officiellement confirmé par le régime, qui a conclu un accord avec l'Unicef en 2007 sur les conditions de leur démobilisation.

Selon une information publiée par RFI le 19 janvier 2013, les troupes du Tchad ont d'ailleurs été acheminées au Nord du Mali par l'armée du Congo-Brazzaville. Un autre régime «humaniste», responsable de massacres à grande échelle lorsque l'actuel président Denis Sassou N'Gessou arriva au pouvoir au moyen d'une guerre civile en 1997...

Le jeu de la puissance néocoloniale

La France a critiqué la barbarie des groupes djihadistes. Celle-ci est réelle sur le terrain. Un document trouvé par Libération et RFI à Tombouctou le confirme : Abdelmalek Droukdel, principal chef d'AQMI, aurait averti ses troupes contre les effets des cruautés appliquées au nom de la Charia. Dans un document rédigé de sa main, il aurait écrit : «La Charia prévoit le recours au fouet pour punir l'adultère, mais il nous faut d'abord commencer par sensibiliser la communauté et l'éduquer à l'islam, alors seulement nous pourrions envisager d'appliquer les punitions.» Reste que la France combat ces groupes au côté de régimes qui sont eux-mêmes des grands massacreurs. Reste que d'autres régimes alliés de la France appliquent les dites punitions au nom de la Charia, à commencer par le sinistre régime de l'Arabie Saoudite et dans une moindre mesure celui du Qatar. Reste aussi le risque de transformer à moyen terme des groupes, aujourd'hui perçus comme des oppresseurs par la population, en prétendus «résistants» puisqu'ils font face à la principale puissance néocoloniale de la région.

Les talibans afghans étaient eux aussi craints de la population pour leur maniement du fouet. Aujourd'hui, douze ans après le début de l'intervention en Afghanistan, leur ancrage social a été renforcé, se présentant aux populations afghanes comme une force de résistance, masquant leur programme purement réactionnaire.

Bertold du Ryon

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE Contre la répression en Russie

À l'occasion du déplacement de François Hollande en Russie, visite dont les médias ont souligné l'absence de volonté de poser la question des droits de l'homme, s'est tenu un rassemblement à Paris devant l'ambassade de Russie, ainsi qu'un autre à Strasbourg devant le consulat.

Cette initiative répondait à une demande des camarades russes du Mouvement socialiste de Russie (RSD), du Front de Gauche (Levyi Front) et d'Action autonome (Avtonomnoe Deïstvie) qui appelaient à des actions pour briser le mur du silence autour de la répression qui s'abat contre de nombreux militants, répression qui s'accroît avec l'ouverture d'un procès qui devait



débuter le 28 février. Un appel initié par le NPA a été signé par l'AL, LO, le PCF, le PG, EÉLV, la GA, les Alternatifs et Solidaires. Vendredi 1^{er} mars, lors du rassemblement devant l'ambassade qui a réuni une cinquantaine de militantEs, Arlette Laguiller (LO), Laurent Esquerre (AL), Alain Krivine (NPA), Eric Coquerel (PG) et Mgr Gaillot ont pris la parole pour manifester notre solidarité. Une cinquantaine de personnes se sont également rassemblées devant le consulat de Strasbourg à l'appel du NPA.

Finalement le procès a été reculé jusqu'en juin, en raison d'une nouvelle enquête judiciaire dont le but est d'inculper à nouveau des opposantEs au régime. L'ensemble des organisations présentes ont manifesté le désir de continuer à se mobiliser pour ne pas laisser Vladimir Poutine et ses sbires réprimer dans le plus grand des silences.

Thibault Blondin

SANS-PAPIERS Maintenir la pression, s'organiser

Étroitement surveillés depuis les actions de janvier, les collectifs de sans-papiers et leurs soutiens ont réussi à prendre par surprise la police mardi 26 février. La mobilisation continue.

Environ 80 sans-papiers et soutiens, dont Olivier Besancenot du NPA et des militantEs d'Act Up-Paris, ont pu atteindre la place située sous les fenêtres de Valls au ministère de l'Intérieur. Des affiches ont été collées sur les fenêtres du ministère. Devant les journalistes, les délégués des sans-papiers ont dénoncé la politique de Valls et ont remis un masque de Sarkozy au ministère, symbole de la continuité avec la droite. Olivier Besancenot a interpellé Christiane Taubira pour lui demander si ses beaux discours sur l'égalité des droits étaient compatibles avec la politique de son collègue du ministère de l'Intérieur.

Mais la seule réponse à une demande de délégation a été un énorme déploiement policier pour embarquer les sans-papiers. Un nouveau cran a été franchi quand les flics ont essayé de trier entre blancs et non-blancs. Devant l'indignation des soutiens, tout le monde a fini au dépôt. Sans doute ennuyés par l'écho médiatique de

l'arrestation d'Olivier Besancenot, le contrôle d'identité a été abrégé alors qu'un rassemblement s'organisait à la sortie du dépôt. Tout cela a fini par une manifestation dans les rues du 18^e.

Valls n'en a pas fini avec les sans-papiers !

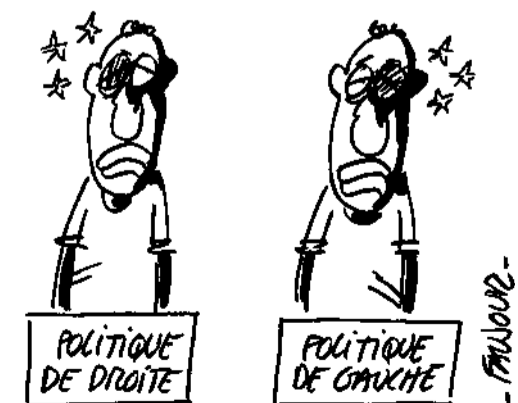
La réunion nationale «Faut-il mourir pour avoir des papiers?» arrive donc à point nommé quelques semaines après la formidable vague nationale de soutien aux grévistes de la faim de Lille (cf *Tout est à nous!* n°183). L'enjeu politique majeur est de réussir à poser les jalons permettant de développer la mobilisation et de solidifier le mouvement sur la durée. Pour cela, il faut se rassembler derrière une stratégie commune de combat tout en respectant l'autonomie et les expériences de chacunE.

Car comme le dit l'appel «Face à la politique du PS au gouvernement et contre la circulaire Valls, plus que jamais, ce sont les luttes menées par les sans-papiers et leurs soutiens qui leur

permettront d'obtenir leur régularisation, la liberté de circulation et d'installation. Et nous disons que, comme dans la solidarité aux grévistes de Lille, c'est l'unité de collectifs, localement et nationalement, et l'élargissement des soutiens qui permettra d'obtenir des victoires.»

Denis Godard et Sarah Benichou

SANS-PAPIERS



RÉUNION NATIONALE
Dimanche 10 mars de 13h à 19h
Salle Jean-Dame, 17 rue Léopold-Bellan,
Paris 2^e, Métro Sentier



TUNISIE **Ennahdha après l'assassinat de Chokri Belaïd**

Deux questions à Ahlem Belhadj. Médecin hospitalo-universitaire et militante de l'UGTT, Ahlem est surtout connue comme présidente de l'Association tunisienne des femmes démocrates (ATFD). Elle est également membre de la Ligue de la gauche ouvrière (LGO) et donc du Front populaire. Elle revient sur les événements ayant précédé la nomination du nouveau Premier ministre.

Quelle a été la politique du Premier ministre Jebali après l'assassinat ?

Le soir même du 6 février, il a déclaré qu'il condamnait ce meurtre, mais à ce jour aucune mesure concrète n'a été prise. Il a simultanément proposé la formation d'un gouvernement dont les membres seraient nommés sur la base de leur compétence individuelle et non pas pour représenter un parti politique donné. Il a alors été désavoué par son parti.

Pour moi, il s'agissait d'un plan assez intelligent pour sauver Ennahdha, qui était dans une impasse réelle le 6, et surtout le 8, jour de l'enterrement et de la grève générale. Jebali lui-même a reconnu par la suite que s'il n'avait pas fait cette ouverture politique, il aurait pu perdre le contrôle de la situation.

Il a également expliqué que, même si elle n'avait pas marché, sa proposition avait eu l'avantage d'absorber la colère de la population. Il a en effet pu focaliser le débat politique autour de sa proposition et les autres alternatives sont devenues caduques. Il a ainsi réussi à sauver le pouvoir d'Ennahdha.

Il ne faut pas sous-estimer le rôle des États-Unis, de l'Union européenne et de l'armée tunisienne dans la mise au point des propositions de Jebali. Propositions dans lesquelles se situaient également l'Internationale socialiste, dont sa section locale participe au gouvernement, ainsi que diverses forces politiques tunisiennes de droite et du centre (dont Nidaa Tunes et El Masar).

Que se passe-t-il au sein d'Ennahdha ?

Il ne faut pas compter sur un éclatement entre une aile «modérée» et une aile «dure». Ceux qui misent là-dessus se trompent sur toute la ligne.

Ennahdha est très hétérogène, les divergences existent et sont réelles. Pour moi, il ne s'agit pas d'une simple mise en scène. Mais ils ont toujours été très forts dans la gestion de leurs conflits internes et ils vont rester ensemble, ils vont gérer leurs conflits.

Les rapports de forces au sein d'Ennahdha évoluent sans cesse, et c'est ce qui leur permet de ne pas éclater. Dans le passé, Ghannouchi était souvent présenté comme représentant le «clan modéré». Aujourd'hui, il est présenté comme représentant l'aile dure face à Jebali qualifié de modéré.

Certes, Jebali s'est démarqué du reste de la direction d'Ennahdha en proposant son «gouvernement de compétences». Il a même refusé la proposition qui lui a été faite de former le nouveau gouvernement. Mais il est toujours un des principaux dirigeants d'Ennahdha, et sera peut-être leur prochain candidat aux présidentielles. Jusqu'à présent, Ennahdha n'avait en effet pas de figure présidentielle. Jebali s'est présenté comme capable de prendre des distances avec son parti et cela lui a permis de se construire une image d'homme d'État, capable de jouer un rôle de rassembleur au-dessus des partis. Pour moi, Ennahdha ne va pas modifier son orientation. Ses militants sont d'accord sur le but final : la nécessité d'un État islamiste et d'une internationale islamiste avec laquelle ils ont des liens très forts. Le parti continuera d'appliquer une politique néolibérale et ne cédera ni sur les revendications sociales ni sur les revendications démocratiques.

Extraits d'un entretien réalisé le 22 février et paru dans la rubrique «international» du site www.solidaires.org



«Ne vous inquiétez pas si mon cœur cesse de battre, si je meurs c'est une victoire, si nous sommes libérés c'est une victoire, dans tous les cas j'aurai refusé de céder à l'occupation israélienne, à sa tyrannie et à son arrogance.» C'est par ces mots que Samir Issawi (FDLP), en grève de la faim, conclut sa dernière lettre.

L'histoire de Samir est semblable à celle de milliers de jeunes Palestiniens qui sont nés et ont vécu toute leur vie sous l'occupation israélienne. Arrêté pour la première fois à 17 ans, il est condamné à deux ans de prison. Arrêté de nouveau pendant la 2^e Intifada, il écope de 30 ans pour avoir résisté pendant l'opération Rempart de 2002. Libéré en décembre 2011 dans le cadre de l'échange négocié pour la libération du soldat Shalit, il est de nouveau arrêté le 7 juillet 2011, sous prétexte qu'il s'était éloigné de son lieu d'assignation à résidence, Jérusalem, alors qu'il se trouvait toujours sur le territoire de la municipalité de Jérusalem. Le 1^{er} août 2012, Samir a commencé une grève de la faim, rejoint par Ayman Sharaweh (Hamas). Tous deux se trouvent maintenant dans un état critique, ce qui n'empêche pas le gouvernement israélien de continuer à s'acharner sur la famille de Samir. La maison de son frère a été démolie et deux de ses frères ont été arrêtés il y a quelques jours. Deux autres grévistes de la faim, Jaafar Izzedine et Tarek Qaadane, ont suspendu leur action en attendant la révision de leur cas qui doit être réexaminé le 8 mars.

Accords violés par Israël

Une longue grève de la faim des prisonniers en avril et mai 2012 avait abouti à un accord avec les autorités israéliennes, les revendications principales étant la fin de l'isolement, une forme de torture qui peut durer des années, et de la détention administrative, qui viole le droit international.

Cet accord n'a pas été respecté, pas plus que celui sur le droit de visite. La détention administrative, qui permet d'emprisonner pendant des mois voire des années sans procès, est toujours allégrement pratiquée. Ayed Doudeen de Dora, près d'Hébron, a passé 8 ans en détention administrative. Finalement libéré, il a été arrêté de nouveau deux mois plus tard ! Il est maintenant en grève de la faim.

Mort sous la torture

Le mouvement de solidarité avec les prisonniers, déjà important en Cisjordanie et à Gaza, a pris une nouvelle ampleur avec la mort sous la torture d'un jeune Palestinien de 30 ans, Arafat Jaradat. Arrêté lors d'une manifestation près de la colonie de Kyriat Arba à Hébron, les interrogatoires très musclés qu'il a subis pendant quatre jours ont abouti à son décès, que les autorités israéliennes ont essayé de faire passer pour un «malaise cardiaque». L'autopsie a révélé que la «crise cardiaque» avait été causée par des tortures poussées trop loin.

À Hébron, cette mort s'ajoute au ras-le-bol de la population confrontée à la colonisation à l'intérieur même de cette ville palestinienne, avec son grand marché dont presque toutes les boutiques ont dû fermer, son centre ville quadrillé et ses rues barrées. Les manifestations de protestation, pacifiques mais déterminées, à Hébron mais aussi à Ramallah et devant la prison d'Ofer, ont pris une telle ampleur que l'Autorité palestinienne a commencé à émettre quelques bruits, parlant de «provocation» au sujet de la mort d'Arafat Jaradat. D'autant que la perspective, évoquée par la presse, d'une 3^e Intifada est tout aussi redoutable pour elle que pour Nethanyaou.

Mireille Court

GRÈCE **Rencontres anticapitalistes**

À l'initiative de «Rproject» – coordination du DEA, de Kokkino et Apo, forces de la gauche de Syriza – a eu lieu du 1^{er} au 3 mars à Athènes une rencontre anticapitaliste internationale. Celle-ci a rassemblé près d'un millier de personnes.

Étaient présents des animateurs de la gauche de Syriza – qui a obtenu plus de 25% des suffrages lors de leur dernière conférence nationale, des syndicalistes de toute l'Europe dont Georgio Chremaschi de la direction de la Fiom (fédération de la métallurgie italienne), des économistes dont Michel Husson, Daniel Albaracin et Kostas Lapavistas, ainsi que des délégations de différents pays : Suisse, Italie, Espagne, Portugal, USA, et France, avec des militants du NPA dont Olivier Besancenot.

Cette rencontre a permis une discussion passionnante sur la situation en Grèce, en Europe mais aussi sur les tâches des anticapitalistes dans le mouvement syndical, les services publics et dans la lutte antifasciste. La rencontre s'est terminée par une discussion sur les révolutions arabes animées par Gilbert Achcar et Ahmed Shawi.

On ne peut saisir la singularité, la force et l'espoir que symbolise Syriza sans prendre en compte la profondeur de la crise grecque. Le pays est démolé par les politiques d'austérité. Les classes populaires sont saignées : un chômage officiel de près de 30%, des baisses de salaires de 30 ou 40% voire plus, des hôpitaux sans médicaments ou des médicaments hors de prix. À Athènes, des milliers de devantures de commerce sont fermées et la décomposition politique du pays accompagne la désolation économique, avec une montée des fascistes de l'Aube Dorée. Et malgré tout cela, le peuple grec vit, survit, résiste. La fatigue sociale et politique se fait sentir, après

29 journées de grève nationale depuis le début de la crise, mais la mobilisation est là.

Un «gouvernement des gauches»

C'est dans ce contexte que la discussion de la rencontre s'organisa autour des tâches pour passer de



la mobilisation de masse actuelle contre l'austérité à la construction d'un mouvement social et politique pour renverser le gouvernement de Samaras et instaurer un «gouvernement des gauches» contre l'austérité : un gouvernement transitoire de rupture avec les politiques d'austérité et celles de l'Union européenne, un gouvernement des gauches sans Pasok ou forces bourgeoises. Comme l'explique, Antonis Davanellos, responsable du DEA, il s'agit de lutter pour un «gouvernement des gauches» – Syriza, KKE, Antarsya – qui «défend les classes populaires», et pas un «gouvernement de salut ou d'union nationale avec des représentants capitalistes» comme l'ont défendu certains dirigeants de Syriza dans les dernières semaines.

À cette étape, la force de Syriza a été de combiner résistance sociale et perspective politique de rejet des diktats «austéritaires» de l'Union européenne. Un gouvernement de gauche ne prend son sens que sur une telle base. Pour aller le plus loin possible, cette perspective doit s'appuyer sur la mobilisation et l'auto-organisation sociale. «Il faut tenir bon sur cette ligne», nous explique la gauche de Syriza. Rechercher des alliances pour une reconstruction nationale avec des secteurs du capitalisme grec ne peut que s'opposer à un programme de défense des intérêts populaires. La situation est critique. Les enjeux au sein de Syriza sont considérables. Les pressions de l'Union européenne et des classes dominantes sont énormes. Syriza nous appelle à la résistance. Il faut répondre par notre solidarité.

François Sabado

Non, rien n'a changé!

François Hollande avait affiché l'objectif de réduire de 75 à 50% la part du nucléaire dans la production électrique d'ici 2025. C'est ridiculement insuffisant, et de ce fait totalement irresponsable au regard des dangers du nucléaire, aggravés par le vieillissement des installations: 21 réacteurs sur 58 ont atteint (et même dépassé) 30 ans, et 25 autres les atteindront dans les 5 prochaines années. Les mesures prévues – l'arrêt de la centrale de Fessenheim et le maintien de l'EPR de Flamanville – n'aboutiront qu'à une baisse de 0,5%, et non les 25% annoncés.

Continuité pronucléaire...

Le 14 septembre dernier, à l'ouverture de la conférence environnementale, Hollande déclarait: «*La France, et j'en prends ici l'engagement, se mobilisera dans la transition énergétique. Voilà le cap, la transition. Cette stratégie, elle est fondée sur deux principes: l'efficacité énergétique d'une part, et la priorité donnée aux énergies renouvelables d'autre part.*» En réalité, il poursuit avec zèle la politique pro-nucléaire de ses prédécesseurs. En Inde, il joue les voyageurs de commerce pour l'EPR, et au Mali il fait la guerre pour préserver les intérêts d'Areva et l'approvisionnement en uranium

des centrales nucléaires. Quant à la Banque publique d'investissement (BPI) présentée comme «*la Banque de la transition écologique*» sa première action est de soutenir la filière nucléaire. Dans ces conditions, il y a fort à parier qu'une bien faible partie des 42 milliards d'euros dont elle dispose sera consacrée aux énergies renouvelables.

La participation d'Europe Écologie-les Verts n'empêche ni la fuite en avant nucléaire, ni les tentations alarmantes de rouvrir la porte à l'exploitation des gaz de schiste ou de houille, ni les grands projets inutiles comme Notre-Dame-des-Landes... Au contraire, elle les cautionne. Gouverner, gérer des régions ou des communes avec le PS, c'est se soumettre avec et comme lui aux grands groupes capitalistes, du nucléaire comme Areva ou Edf, du pétrole comme Total, du béton comme Vinci.



PHOTOTHÈQUE ROUGE/FRANCK HOULGATTE

Un plan de sortie chiffré et argumenté

Les obstacles ne sont plus techniques, tant les innovations en matière d'énergies renouvelables et de stockage sont importantes, ils sont politiques et financiers. En France comme ailleurs, c'est l'aveuglement capitaliste qui bloque l'indispensable et urgente révolution énergétique.

Indispensable et urgente car le risque de catastrophe grandit avec le vieillissement des centrales, plaçant l'humanité sous la menace du pire, comme en témoigne Fukushima où le désastre se poursuit. Indispensable et urgente car les effets néfastes de la radioactivité sur la santé publique sont patents malgré l'absence d'étude officielle (multiplication des cancers et des maladies de la thyroïde par exemple). Indispensable et urgente car la masse des déchets ingérables ne cesse de croître, plaçant l'humanité face à l'un des plus graves problèmes de son histoire.

Le NPA est pourtant le seul parti politique à proposer un scénario de sortie du nucléaire. D'autres partis – PS, UMP, PCF et FN – sont pour le maintien de l'atome, LO et le PG n'en parlent pas, et ÉELV propose de façon complètement irresponsable une sortie en 20-30 ans, ce qui revient à attendre la pénurie d'uranium ou la catastrophe.

Une décennie pour changer

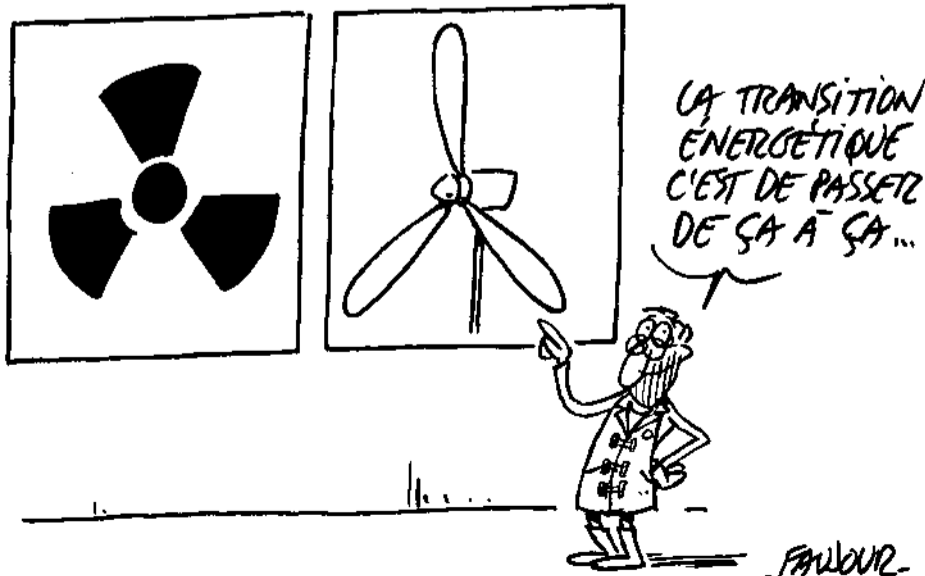
Contrairement à ce que véhicule une partie du mouvement écologiste traditionnel qui a tendance à faire la morale aux travailleurs sans s'en prendre aux vrais gaspilleurs, nous analysons comme possible, avec une réelle volonté politique, d'arriver en 10 ans maximum à une situation où la production d'électricité soit majoritairement issue des énergies renouvelables et où la part d'énergies fossiles soit stabilisée et amorcée sa baisse. Nous disons 10 ans maximum car en réalité nous pourrions aller encore plus vite en supprimant ou en réduisant fortement certaines industries inutiles et voraces en énergie, comme l'armement, une partie de la chimie, de l'agroalimentaire, etc. Notre scénario nécessite certes une véritable révolution énergétique, mais le territoire français possède tous les atouts: énormes potentiels dans l'éolien (sur terre et en mer), le solaire, le bois, l'hydraulique, l'hydrolien, etc. Les chiffres présentés ci-contre montrent dans quels secteurs des économies d'énergie sont possibles et quels sont les potentiels en énergies renouvelables.

Reprendre le pouvoir de décision

Bien entendu, englués dans leur logique de profit à court terme, la plupart des industriels sont

incapables de réaliser ces investissements salvateurs. La logique du marché ne permet pas d'amorcer la révolution énergétique dont l'humanité a besoin car les investissements sont lourds et les capitalistes raisonnent en profit à court terme, ignorant les effets sur l'environnement. En outre, la plus-value réalisée pour l'exploitation des énergies fossiles comme pour le nucléaire est énorme (extraction, transport, transformation, distribution...) et l'abandonner, même progressivement, est contraire à la logique du capital.

Il est donc clair que nos objectifs ne pourront être atteints que par des mobilisations conjointes d'envergure, regroupant les salariéEs de l'énergie et l'ensemble des usagers. Il faudra nous réapproprié collectivement le pouvoir de décision, d'organisation de la production et de contrôle de l'énergie. Et pour y parvenir, il n'y a pas d'autre solution que l'expropriation des groupes privés capitalistes qui font la loi aujourd'hui et n'accepteront jamais les mesures de sauvegarde de l'humanité que nous préconisons.



Sortir du nu

EN MO

DE



C'EST PO

Dossier coordonné par la commission nationale écologie

Notre scénario en chiffres

Notre scénario de sortie du nucléaire se fonde sur des hypothèses basses et raisonnables, et s'appuie

1 Lutte contre le gaspillage

Sur les quelque 500TWh consommés en France chaque année, nous proposons d'en économiser 125 en 10 ans: par l'arrêt des activités nucléaires (20TWh), la rénovation des équipements pour éviter les pertes en ligne (8TWh), la fin de l'aberration écologique constituée par le chauffage électrique (40TWh), le renforcement des normes des appareils électriques (17TWh), la rénovation de l'éclairage domestique et public (20TWh) et l'imposition de normes dans l'industrie et le commerce (20TWh sur les 140 consommés).

Cette ambition (25% en 10 ans) est somme toute modeste quand on voit que le Japon, grand pays industrialisé, a réduit sa consommation de 15% en une seule année! Il faut d'ailleurs préciser que ces chiffres sont des minima, bien d'autres études étant plus ambitieuses: le scénario Négawatt – 124TWh dès 2020 hors suppression du chauffage électrique et 197TWh dès 2030; et l'étude Global Chance (de Benjamin Dessus) – 130TWh dès 2020.

2 Maintien de la production actuelle non nucléaire, soit environ 140 TWh

Il s'agit des barrages hydrauliques (60-70TWh), de l'éolien et du solaire déjà installés (11-12TWh) et du thermique non renouvelable, comme les centrales à gaz ou au charbon qui pourraient commencer à disparaître à la fin des 10 années (60-70TWh actuellement).

3 Production massive d'énergie renouvelable

Éolien (135-140TWh), solaire (25-30TWh), micro-hydraulique (9-10TWh), énergie de la mer (10-15TWh). Ces chiffres en apparence ambitieux sont en réalité tout à fait atteignables en suivant des rythmes un tant soit peu volontaristes, déjà atteints par ailleurs. Et répétons-le, il s'agit là d'hypothèses basses et raisonnables. On reproche souvent aux énergies renouvelables leur absence de rendement significatif. C'est une absurdité. L'énergie grise est l'énergie nécessaire pour concevoir, fabriquer, commercialiser, installer, maintenir, démanteler et recycler les unités de production énergétique quelles qu'elles soient. Énorme pour le nucléaire, elle ne constitue aucunement un obstacle au développement des énergies renouvelables, comme les nucléaires cherchent souvent à le faire croire. À titre d'exemple, et selon les estimations, une éolienne produit pendant sa vie entre 30 et 40 fois son énergie grise, un panneau solaire entre 5 et 10 fois...



POSSIBLE !

es

sur des rythmes déjà tenus dans d'autres pays.

4 Recours massif à la cogénération: 60-70TWh minimum

Il s'agit d'un procédé aisément développable, au niveau tant domestique qu'industriel, qui consiste à produire simultanément chaleur et électricité au lieu de perdre l'une ou l'autre.

La production de chaleur et d'électricité peut être obtenue par des moteurs à gaz (potentiel minimum de 12 TWh), des turbines à gaz ou à vapeur, et des piles à combustible, ou à partir de bois ou de biogaz (potentiel minimum de 18 TWh).

Enfin, le remplacement des chaudières à gaz ou au fioul dans l'habitat par des installations de cogénération pourrait produire un minimum de 35 TWh.

5 Recours aux techniques de stockage pour pallier l'éventuelle intermittence

Contrairement à l'idée reçue, les moyens de stocker l'énergie renouvelable existent. Pour cela, les principales sources de stockage (avec peu de pertes c'est-à-dire avec des rendements supérieurs à 70%) sont le transfert par pompage – déjà utilisé par Edf (3 600 MW déjà disponibles) – ainsi que les nouvelles méthodes de stockage par air comprimé, déjà utilisées et qui permettent de restituer l'électricité dans les périodes de pointe ou les périodes sans vent.

Le recours à ces stations de pompage turbinage (STEP et STEP marines) renforcerait la mutualisation de l'énergie sur tout le territoire, voire au niveau européen.



POUR UNE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE RADICALE

Nous refusons le choix impossible entre une belle mort radioactive ou une lente asphyxie par le réchauffement climatique.

La nécessaire sortie du nucléaire n'efface pas l'indispensable lutte contre le dérèglement climatique. Les conséquences du dérèglement climatique sont nombreuses et dramatiques : augmentation des phénomènes climatiques extrêmes (sécheresses, inondations, tempêtes...), diminution des ressources en eau dans les régions sèches et en montagne, baisse de la productivité agricole, bouleversement de nombreux écosystèmes avec l'extinction de 20 à 30% des espèces animales et végétales, augmentation du niveau de la mer et inondation de zones côtières habitées... Ces conséquences détériorent les conditions de vie et mettent directement en danger les populations les plus pauvres de la planète.

Contre le nucléaire et le réchauffement climatique

Pour ne pas accentuer ces risques, il est indispensable de ne pas dépasser 2°C de réchauffement par rapport à l'ère préindustrielle. Pour cela, il faut réduire dans les pays industrialisés les émissions de gaz à effet de serre de 40% avant 2020 et de 90% avant 2050. Il ne faut donc différer ni la sortie du nucléaire ni la lutte contre le changement climatique, deux objectifs qui ne sont pas incompatibles et doivent même être menés de front. Car que ce soit pour sortir du nucléaire ou pour lutter contre le réchauffement climatique, la voie à suivre est la même : sobriété et efficacité énergétiques, développement des énergies renouvelables, création de services publics, en particulier pour l'énergie, les transports et le logement.

Réponses aux pronucléaires

Voici quelques arguments pour répondre à la propagande la plus largement répandue par celles et ceux qui combattent les anti-nucléaires.

1 Sortir du nucléaire et lutter contre l'effet de serre: c'est parfaitement compatible!

Notre scénario le prouve, qui induit une baisse de 7,3 millions de tonnes de CO₂ en 10 ans malgré le maintien du thermique fossile (gaz charbon) jusqu'à la fin de ces 10 ans. Cette baisse s'accroîtra largement après les 10 ans si l'on suit la voie que nous préconisons.

De plus, la lutte contre l'effet de serre doit se faire dans une logique globale, notamment au niveau des transports, principal facteur émetteur.

2 Sortir du nucléaire en maintenant les emplois existants et en en créant des centaines de milliers, c'est possible!

Tout d'abord, le démantèlement des centrales va nécessiter un grand nombre d'emplois. C'est à ce démantèlement et à la gestion des déchets que devra désormais être consacrée une bonne partie de l'énergie humaine. C'est un chantier gigantesque mais indispensable à la survie de l'humanité et qui va devoir occuper les travailleurs, du manœuvre au scientifique, pour réparer les erreurs du passé et la folie capitaliste. Les travailleurs du nucléaire pourraient donc demeurer

sur leur lieu de vie pour y contribuer, dans le cadre d'un véritable service exclusivement public non soumis aux impératifs du marché. Par ailleurs, des centaines de milliers d'emplois nouveaux seraient créés sur tout le territoire, car l'énergie renouvelable est disponible partout et en grande quantité et génère naturellement un maillage territorial de l'emploi.

Notre plan le prouve avec des projections raisonnables fondées sur les emplois créés en Allemagne. Suivre notre scénario permettrait mécaniquement de créer au moins 800 000 emplois nouveaux. De toute façon, l'argument selon lequel les emplois seraient menacés est parfaitement hypocrite quand il est employé par les pronucléaires capitalistes. En effet, ce qui est inacceptable pour eux et pour leurs profits, c'est l'idée de devoir recourir à 800 000 travailleurs pour produire la même quantité d'électricité qu'avec 120 000 aujourd'hui.

3 Sortir du nucléaire n'amputerait pas la richesse produite par les travailleurs

En effet, les investissements prévus par notre plan sont estimés à quelque 8 milliards d'euros, soit bien moins que l'entretien des centrales existantes et la construction de l'EPR.

Pour un service public de l'énergie

Se chauffer, s'éclairer, se nourrir donc cuisiner, nécessite d'utiliser le gaz et l'électricité. De plus en plus de ménages ont des difficultés à payer leurs factures et sont contraints de se restreindre à un minimum pas vivable, ou pire subissent des coupures qui les privent du droit élémentaire à l'énergie (près de 4 millions de foyers sont en situation de précarité énergétique).

Afin de garantir ce droit, un quota de base doit être gratuit. Au-delà de cette consommation, une tarification progressive forte incitera à supprimer les abus et gaspillages. Il faut aussi vite construire et rénover pour protéger du froid et de la chaleur. Mais pour cela, l'énergie doit sortir du secteur marchand et des appétits financiers voraces des capitalistes. C'est pourquoi le NPA revendique la réquisition, l'appropriation publique et sociale des grandes entreprises du secteur de l'énergie (Edf, Gdf-Suez, Total) et de leurs profits, pour les intégrer, avec Areva, à un grand service public, décentralisé et démocratique, contrôlé par les salariéEs et la population, à tous les niveaux. Nous sommes favorables à une gestion la plus locale possible de la production et de la distribution.

Développer les services, garantir le droit à l'énergie

Les bénéfices dégagés seront réinjectés dans le service pour améliorer la qualité du service rendu et faire baisser les factures. C'est nécessaire pour sauvegarder les emplois existants, pour améliorer les conditions de travail, intégrer tous les sous-traitants et intérimaires, indispensables pour engager le démantèlement des centrales, mais aussi pour créer des centaines de milliers d'autres emplois dans le développement du renouvelable, dans les travaux nécessaires à la promotion de l'efficacité énergétique et des économies d'énergie.

C'est la seule façon d'assurer à la fois le droit à l'énergie pour toutes et tous et d'interdire la marchandisation capitaliste de ce bien vital.

Voir plus de détails, précisions et sources sur notre scénario de sortie : <http://www.npa2009.org/sites/default/files/Sortirdunucléaire-site.pdf>

GEORGES IBRAHIM ABDALLAH

Amplifier la mobilisation

La chambre d'application des peines a examiné à huis clos, jeudi 28 février, le énième appel du parquet contre le report de la décision finale du tribunal d'application des peines concernant la demande de libération de Georges Ibrahim Abdallah, dans l'attente d'un hypothétique arrêté d'expulsion signé par le ministère de l'Intérieur.

La décision sera donnée le 21 mars, peut-être au lendemain de l'arrêt de la cour de cassation qui doit de son côté juger le pourvoi du parquet devant cette autre juridiction. Quatre mois se sont déjà écoulés en multiples manœuvres judiciaires, qui masquent à peine une volonté politique d'obstruction. En effet, le gouvernement français, par l'intermédiaire de son ministre de l'Intérieur et de sa ministre de la Justice, persiste à ne pas libérer notre camarade. Il se montre en cela plus docile à obéir aux injonctions étatsuniennes et israéliennes qu'à exécuter des décisions d'une justice prétendument indépendante.

Prendre l'initiative pour sa libération

Comme l'a montré le succès de la mobilisation internationale du 27 février avec ses dizaines de manifestations, ce n'est pas en attendant passivement que les juges aux ordres du pouvoir consentent à rendre enfin une décision de libération devenue purement administrative que nous verrons Georges Ibrahim Abdallah rejoindre son pays. Et ce ne sont pas les différentes tentatives d'intimidation contre des membres de notre collectif qui nous en dissuaderont. Après 29 ans d'enfermement, après 29 ans de résistance à l'anéantissement, libérable depuis 1999, notre camarade communiste, internationaliste, sortira de prison la tête haute, sans rien renier de ses convictions révolutionnaires parce que nous aurons su hisser la campagne politique de solidarité au niveau exigé par son combat. Que les initiatives se développent sans compter partout en France, que partout dans le monde, en Europe, au Liban, au Moyen-Orient et jusqu'en Amérique du Sud, l'État français soit la cible de toutes celles et tous ceux pour qui aujourd'hui le seul mot d'ordre est : « Libération immédiate de Georges Ibrahim Abdallah ! »

Le Collectif pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah

liberonsgeorges@no-log.org
http://liberonsgeorges.over-blog.com

AGROBUSINESS

Savons-nous ce que nous mangeons ?

Si on nous vendait hier du chat pour du lièvre, aujourd'hui on nous vend du cheval pour de la vache. Savoir ce que nous mangeons est devenu quelque chose de plus en plus difficile. Le récent scandale alimentaire déclenché par la découverte de viande de cheval là où devait se trouver de la viande de bœuf le met clairement en évidence.

Canellonis, hamburgers, raviolis et tortellinis de viande Buitoni, boulettes d'Ikea ne sont que quelques-uns des produits qui ont été retirés du marché. Il est clair que nous n'avons aucune idée de ce que nous portons à nos bouches. L'Irlande et la Grande-Bretagne ont été les premiers à détecter le mois dernier de l'ADN de cheval dans des hamburgers étiquetés, théoriquement, comme contenant de la viande de bovin. Des supermarchés se sont vus obligés de retirer ces produits de leurs établissements.

Profits et opacité maximum

Une fois de plus, il est démontré comment les intérêts économiques d'une poignée d'entreprises de l'agro-industrie s'imposent au détriment des besoins alimentaires des personnes. Ainsi, si produire de la viande de cheval revient meilleur marché pour eux, alors vous aurez du cheval dans votre assiette.

En outre, découvrir où a commencé cette fraude devient une mission impossible dans une chaîne agroalimentaire dans laquelle, selon un rapport des Amis de la Terre, les produits parcourent 5000 km en moyenne avant d'atterrir dans notre assiette. Un hamburger peut avoir été fait avec de la viande de dix mille vaches et passer par cinq pays différents avant d'arriver au supermarché. Où et quand s'est glissé le cheval ? L'Irlande a tout d'abord accusé l'État espagnol et ensuite la Pologne. Quand le cas a éclaté en France, la coupable était une entreprise du Luxembourg qui a, à son tour, signalé que la viande provenait de Roumanie. Et cette dernière a déclaré que la marchandise lui arrivait de Hollande et Chypre. Impossible de connaître la réponse.

L'histoire se répète. À chaque fois que surgit un nouveau scandale, nous assistons au même chassé-croisé d'accusations, d'alerte sociale, d'impossibilité de savoir l'origine, et à des tonnes



de nourriture jetée aux ordures. Ce fut le cas avec l'E. Coli et les concombres et bien avant avec les poulets à la dioxine, avec la vache folle, la peste porcine, et un long « etc. ».

Pour la souveraineté alimentaire

Ces scandales alimentaires sont le résultat d'un modèle productif délocalisé, kilométrique, pétrodépendant, sans paysans, intensif et accro aux pesticides qui, fondamentalement, cherche à faire du profit avec une chose aussi indispensable que la nourriture.

Aujourd'hui, la chaîne alimentaire, qui place à un extrême le paysan/producteur et à l'autre le consommateur, s'est à tel point allongée qu'aucun des deux ne peut influencer sur elle. Notre alimentation est dans les mains d'entreprises qui monopolisent chacun des maillons de la production,

de la transformation et de la distribution des produits alimentaires, des semences jusqu'aux supermarchés, et qui imposent leurs règles du jeu. Nous n'avons qu'une alternative : nous réapproprier les politiques agricoles et alimentaires. En finir aussi avec la dictature des marchés dans la production alimentaire. Exiger ce que l'on nous nie trop souvent en tant que personnes et en tant que peuple : le droit de décider, la souveraineté, et dans ce cas-ci la souveraineté alimentaire. Et redevenir à nouveau maîtres de notre agriculture et de notre alimentation.

Esther Vivas
(Izquierda anticapitalista - État espagnol)

Traduction française pour Avanti4.be : Ataúlfo Riera. Version intégrale : <http://esthervivas.com/francais/savons-nous-ce-que-nous-mangeons/>

ROMS PCF, le jeu dangereux

Mardi 26 février à Montreuil... Des tracts du PCF 93 appelant à combattre un chantier. Des riverains réunis en présence de l'UMP, mais aussi de Jean-Pierre Brard, ancien maire de la ville et député apparenté PCF. Des élus PCF de la ville, distribuant des tracts « non au ghetto, oui aux espaces verts » et bloquant la rue. Et trois engins de chantier qui ont eu leurs pneus crevés à la perceuse. Qu'est-ce qui peut provoquer autant d'hostilité ?

Il s'agit de la construction de « logements passerelles », des Algeco placés sur un petit terrain vague et destinés à accueillir des familles de Roms ! Il est clair que les Algeco prévus pour loger ces familles ne sont pas une réponse durable à la hauteur des besoins. Mais leur refuser l'accès à ces logements précaires revient à les rejeter à la rue. Une réalité qui n'a pas l'air d'émouvoir les riverains hostiles à leur venue ni ceux qui ont soutenu publiquement cette opération « coup de poing ».

Soutenu par la mairie de Montreuil, la région et l'Europe, ce projet, loin d'être parfait, a au moins la qualité de ne pas laisser des familles dans la rue et rompt avec la politique du bulldozer et de la chasse aux Roms que nous connaissons trop souvent en Seine-Saint-Denis. Et le NPA Montreuil déplore que des partis et des militantEs de gauche flirtent avec la xénophobie, menant sur ce terrain une politique qui fait les bonnes affaires du Front national. Cet acte solitaire a été dénoncé par la plupart des autres organisations de gauche sur la ville.

Thibault Blondin



STÉPHANE HESSEL Mort d'un jeune combattant



PHOTOTHÈQUE ROUGE / ESTEBAN

« M e ramener chez moi en voiture ? Pas question, vous m'indiquez seulement la station de bus la plus proche ». Stéphane Hessel avait déjà 90 ans et il venait de témoigner pour nous dans un procès contre le CRIF, debout pendant plus de vingt minutes, devant une XVII^e chambre correctionnelle médusée par son aplomb. Ancien résistant, ancien déporté, défenseur des sans-papiers pendant l'occupation de l'église Saint-Bernard, solidaire du combat des Palestiniens par un froid glacial place du Panthéon, après avoir été interdit de parole par la direction de l'École normale supérieure... Toute sa vie, il était resté un jeune combattant

et avait su s'adresser à la jeune génération par son fameux pamphlet « Indignez-vous ! » diffusé à des millions d'exemplaires. Cet appel à la révolte de l'ancien diplomate va être repris par des centaines de milliers de jeunes à Madrid, Athènes ou Lisbonne. Stéphane Hessel n'était certainement pas un marxiste révolutionnaire mais c'était un ardent défenseur de toutes les causes justes et il l'a fait avec une passion, une intelligence, un dévouement et une humilité sans égale. Stéphane Hessel vient de nous quitter, il avait dit-on 95 ans mais en fait, il n'avait pas d'âge parce que c'était un militant. Alors respect, et comme lui, on ne lâchera rien !

Alain Krivine

LOI D'AMNISTIE

Loin du minimum de gauche...

Mercredi 27 février, le Sénat a adopté par 176 voix contre 174 un projet de loi d'amnistie au périmètre fortement réduit. Ce projet avait été initialement repoussé par le gouvernement. La dernière loi de ce type remontait au gouvernement Jospin.

La possibilité d'adopter une loi d'amnistie comme gage d'oubli, d'apaisement, était inscrite dans la constitution de la III^e République. La V^e République avait repris cette idée et des lois d'amnistie furent adoptées en diverses occasions (guerre d'Algérie, affrontements en Nouvelle-Calédonie) et dans la foulée de chaque élection présidentielle. Au total, 25 lois d'amnistie ont été votées sous la V^e République. Au fil du temps, cet usage a été de plus en plus critiqué comme un héritage de la tradition monarchique. Chaque loi d'amnistie déterminant son champ et ses conditions d'application, les pressions sont devenues de plus en plus fortes pour en restreindre la portée. Ainsi, 50% des infractions pénales avaient disparu de la loi de 1988, 30% en 1995 et 16% en 2002. La lutte contre «l'insécurité routière» servit de prétexte à Sarkozy en 2007 pour renoncer à cette pratique et Hollande a pris le même engagement en 2012.

La proposition de loi issue du Front de gauche concernait tous les syndicalistes et manifestantEs condamnés durant ces dix dernières années, mais les sénateurs PS et PRG l'ont réduite



à grands coups d'amendements. Elle exclut notamment les militantEs de luttes autres que celles du syndicalisme et du logement : donc rien pour les militantEs de l'environnement et des droits des migrants - RESF, faucheurs d'OGM, désobéissants, antipubs, anti-nucléaires, opposantEs à Notre-Dame-les-Landes, aux lignes THI, ou au fichage des élèves...

Dialogue social et violence de classe

Les arguments pour refuser tout projet d'amnistie ou le minorer sont lourds de signification. Bien sûr, le Medef et la droite, dans leur rôle, hurlent au scandale et pour Parisot, il s'agit même d'un «appel à encourager la destruction et le cassage». Si Valls se déclare «sceptique» sur

la nécessité de l'amnistie, Sapin va au fond de la question : il n'est d'abord pas question d'amnistier les violences contre les représentants de l'État. Sapin qui se félicitait, au terme de la négociation de l'ANI, de la méthode qui, à ses yeux, montre que l'on peut «réformer profondément dans l'intérêt des entreprises et des salariés sans être dans la guerre civile».

La violence patronale contre des dizaines de milliers de gens, jetés au chômage et privés de leur seul moyen de vivre, la violence meurtrière des policiers dans les quartiers, contre un manifestant d'Arcelor à Strasbourg ou contre celles et ceux de Notre-Dame-des-Landes, n'ont pas besoin d'être amnisties puisqu'elles sont impunies. Et que dire de la violence de ce gouvernement qui poursuit les salariéEs de PSA, les postiers ou ceux d'Edf? «Dialogue social» pour préserver les intérêts des patrons, répression contre ceux qui défendent emplois, salaires et conditions de vie. Même concernant ce qu'on pourrait considérer comme le «minimum syndical» d'un gouvernement de gauche, rien ne sera obtenu sans mobilisation.

Robert Pelletier

PROCÈS DES 15 POSTIERS DU 92

Premier revers pour La Poste

En relaxant 12 des 15 postiers du 92 poursuivis suite à une grève contre un plan de suppressions d'emplois, la cour d'appel de Versailles admet implicitement que les accusations de séquestration contre les syndicalistes sont infondées. En effet, comment dans ces conditions trois syndicalistes auraient-ils pu «séquestrer» 13 cadres de La Poste? Dans ces conditions, pourquoi avoir alors condamné à 1 500 euros d'amende et 500 euros de dommages et intérêts les trois autres postiers, dont Gaël Quirante, secrétaire départemental de SUD Poste 92 et l'un des principaux animateurs des grèves des postiers? S'il était déclaré coupable en dernière instance, Gaël risquerait le licenciement, visé par une procédure disciplinaire qui est toujours en cours. Ainsi la direction de La Poste pense pouvoir écraser un secteur combatif de postiers et de postières qui a réussi à s'opposer aux suppressions d'emplois. Nous devons donc exiger la relaxe pour Gaël et les deux autres postiers condamnés en appel.

Pour une véritable amnistie

De son côté, le gouvernement accélère sa politique d'austérité. Et plutôt que d'encourager les résistances, il cherche à les étouffer, comme le prouve l'attitude particulièrement dure de la police de Valls à l'égard des militantEs de Notre-Dame-les-Landes, des sans-papiers ou des travailleurs en grève.

Avec une loi dite d'«amnistie sociale» vidée de son contenu, il est donc temps de fédérer les secteurs militants frappés par la répression et de mener une bagarre nationale pour une amnistie de l'ensemble des militantEs poursuiviEs en raison de leur engagement.

Correspondant

PSA AULNAY Des grévistes toujours déterminés

Le 6 mars, les grévistes d'Aulnay auront atteint 50 jours de grève. Certes ils sont minoritaires, mais depuis la semaine dernière, des non-grévistes assistent plus nombreux aux assemblées générales, se joignant à certaines actions. C'est que ceux-ci voient se profiler un PSE vide, et des propositions de la direction peu rassurantes.

Comme les semaines précédentes, les grévistes ont multiplié les sorties de l'usine. Les collectes ont encore été fructueuses, signe d'une véritable solidarité rencontrée au péage de Saint-Arnoult, vendredi 1^{er} mars, ou à la gare de Saint-Lazare la veille. C'est ce qui donne la pêche et a permis de distribuer une «paye» jeudi dernier. Avec 250 000 euros à répartir, les grévistes ont empêché moins que leur salaire, mais suffisamment pour continuer à se «battre comme des lions!».

Mercredi 27 février, après un rassemblement devant la Sécurité du territoire départementale où quatre d'entre eux étaient convoqués, les grévistes ont rejoint le Sénat... où était discutée la loi d'amnistie. Jeudi, petite délégation d'Aulnay pour soutenir les postiers du 92 à Versailles. Cette semaine, les rencontres avec d'autres boîtes en lutte ont été moins nombreuses. La convergence des luttes, de plus en plus nécessaire, est difficile.

De son côté, la direction de PSA pourrait bien laisser pourrir la situation sur Aulnay, déplaçant la totalité de la production de la C3 sur Poissy plus rapidement que ce qu'annoncé jusqu'à présent (2014). Le transfert d'ouvriers professionnels a déjà commencé, pas dans le cadre du PSE non encore signé, mais avec un avenant à leur contrat.

Élargir et approfondir la grève

Vendredi 1^{er} mars s'est joué au tribunal de Bobigny un numéro révélateur. Alors que Sud PSA Aulnay avait requis une double assignation contre PSA, les syndicats FO, CGC et CFTC d'une part et SIA d'autre part se sont portés en soutien de la direction contre Sud. Précisons que ces syndicats s'approprient à signer le PSE... Mardi 5 mars, le

tribunal de Bobigny s'est déclaré incompétent et a renvoyé les deux affaires devant le tribunal de grande instance de Paris. Pour Sud, il ne s'agit ni d'une victoire ni d'une défaite, mais la bataille judiciaire se poursuit. Le même jour, trois grévistes de la CGT ont été informés de leur mise à pied, ce qui porte à neuf le nombre de grévistes sanctionnés.

La récente visite du futur secrétaire général de la CGT, Thierry Le Paon, avec un discours centré

sur la défense de l'industrie, ne compense pas la discrétion du soutien apporté par la confédération à la lutte. Les travailleurs d'Aulnay ne peuvent donc compter que sur leur mobilisation, mais aussi sur la possibilité - si ce n'est d'approfondir tout de suite la grève sur le site d'Aulnay - d'élargir vers l'extérieur, pour ne pas rester isolés et faire front avec les autres salariéEs en lutte.

CorrespondantEs

REUTERS / PHILIPPE WOJAZER



BOYNES (LOIRET)

Un désastre industriel de l'agroalimentaire

Alors que les scandales autour de l'agroalimentaire se multiplient, la restructuration du secteur continue, avec la complicité des pouvoirs publics. Le démantèlement du groupe volailler Doux, et sa reprise partielle par le groupe Duc, en est l'illustration.

Lors du dépôt d'offres de reprise du groupe volailler Doux en redressement judiciaire, Montebourg estimait que «le compte n'y est pas dans les offres», «toute solution qui séparerait les actifs des sites n'est pas envisageable»... Deux mois plus tard, le groupe est démantelé, et 1 000 emplois sur 1 700 sont supprimés. À Boynes (Loiret), sur 172 salariéEs, 96 sont conservés. Toutes les salariéEs sous statut handicapé, une partie des salariéEs étrangerEs et la majorité des salariéEs syndiquéEs (46 des 58 à la CFTD) sont envoyés à Pôle emploi. Une vraie liste noire... avec l'accord de l'inspection du travail et des pouvoirs publics.

Depuis le rachat par Duc et le départ de 85 personnes, les conditions de travail se sont encore détériorées : cadences infernales, surcharge de travail, non-remplacement des congés ou arrêts maladie. C'est la flexibilité totale - on sait à quelle heure on commence, mais pas à laquelle on termine - et il n'est pas question d'heures supplémentaires.

Si tout va très mal pour les salariéEs, les patrons, eux, sont choyés. Même si la Commission européenne va diminuer de moitié ses subventions, elles devraient encore se monter à plusieurs dizaines de millions d'euros, sans parler du «crédit d'impôt compétitivité et emploi» du gouvernement, ni des subventions de la région et du conseil général. Mais, gare à la révolte. Mi-février, dès 4 heures du matin, une partie du personnel a monté devant les portes de l'usine un piquet de grève aux cris de «Halte aux cadences infernales!»

Correspondant



Les comités en action!

Bordeaux: contre les expulsions de Roms, « laissez-les grandir ici! »

Mardi 26 février au matin, un important déploiement de CRS envoyé par la préfecture à la demande d'Alain Juppé, a fait « évacuer » et murer les deux principaux squats de Bordeaux. Plus de 200 Roms ont dû plier bagage, une majorité aussitôt expulsés par avion vers la Bulgarie, une cinquantaine d'autres n'obtenant qu'un logement provisoire.

L'État comme le maire de Bordeaux invoquent l'insalubrité, la délinquance, la fin des droits de séjour. Ces Roms sont pourtant bulgares donc citoyens européens, mais ils restent soumis en France à un « régime transitoire » qui en limitant leurs conditions de circulation, de travail et d'installation, les condamne à une très grande précarité.

Depuis plusieurs jours la menace pesait sur les squats de l'agglomération, des familles ayant reçu des « obligations de quitter le territoire français (OQTF) ». Pour affirmer leur solidarité, des enseignantEs en lien avec le Réseau éducation sans frontière ont organisé le vendredi 1^{er} mars le « parrainage républicain » d'une dizaine de familles: près de 150 personnes ont ainsi pu affirmer leur soutien et dénoncer ces expulsions iniques.



DR

Toulouse: « Troupes françaises, hors du Mali! hors d'Afrique! »

C'est sous ce mot d'ordre d'une brûlante actualité qu'une centaine d'anti-impérialistes toulousains ont participé samedi 2 mars au rassemblement organisé à l'initiative de Coup pour Coup 31, Déchoukaj, Entraide Tiers Monde 31-46, NPA et OCML-Voie prolétarienne (avec sur place la présence de Lutte ouvrière, du PCOF et du Partit occitan).

Les participantEs ont déployé une banderole contre la façade de la mairie, discuté pendant une heure avec les passants, et un camarade du NPA a pris la parole au nom des organisations ayant appelé au rassemblement, concluant par quatre exigences: le retrait immédiat des troupes françaises et leurs alliés du Mali, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, le démantèlement des bases militaires françaises en Afrique, le droit au séjour inconditionnel pour les Maliens en France et l'arrêt des expulsions. Venant après un premier petit rassemblement le 5 février, la réunion publique organisée le 28 février à la fac du Mirail par le comité jeunes du NPA et le groupe l'Étincelle, cette deuxième initiative unitaire initie une mobilisation prolongée sur la ville de Toulouse contre l'impérialisme français au Mali et en Afrique.

Paris 19^e: Réussite de la réunion avec Olivier Besancenot

Plusieurs comités NPA parisiens ont décidé de faire une réunion publique de quartier mardi 26 février au soir. Plus de 11 000 tracts distribués sur les marchés, aux sorties de métro et entreprises et un millier d'affiches collées (avec une amende pour affichage illégal!)...

Dans le bar populaire « Culture Rapide » à Belleville, un lieu agréable et convivial où a eut lieu la réunion, 70 personnes sont venues, dont un quart de militantEs. Après l'intervention d'Olivier, une discussion sympathique et enrichissante a démarré: quelle part d'utopie et de réalisme dans notre projet, que faire quand on nous dit que les caisses de l'État sont vides, comment lutter contre l'extrême droite, quelle est la nécessité d'avoir un parti. Une dizaine de personnes nous ont laissé leurs contacts.

campagne emploi

Les financiers veulent baisser les salaires d'un tiers!

Dans une interview donnée fin janvier au site Huffington Post, le « Monsieur Europe » de la célèbre banque Goldman Sachs a donné son avis sur la situation française. Il assure qu'« il faudrait s'appuyer sur une baisse des salaires générale, afin de regagner de la compétitivité. On estime que la France devrait réduire sa moyenne salariale d'environ un tiers »...

Cet économiste donne le ton de l'offensive capitaliste en Europe. Cela a commencé par la Grèce, faisant passer le salaire moyen de 1 200 à 800 euros par mois. Tiens, là aussi cela fait un tiers! Au Portugal, le 1^{er} janvier 2013, les cotisations sociales sont passées de 11 à 18%, ce qui a entraîné une baisse des salaires de 7%. Les fonctionnaires, eux, ont perdu leurs 13^e et 14^e mois. Dans l'État espagnol, où le salaire ouvrier moyen était à 1 000 euros, le salaire moyen réel a baissé en 2011 de 3,2%, accentuant la tendance commencée l'année précédente (-1,6%). En quelques années, c'est une baisse de 10% des salaires, et ce n'est pas fini, en témoigne la grève chez Iberia, contre un plan de licenciements et une nouvelle baisse des salaires.

Ils n'en ont jamais assez!

En France, jusque récemment, la baisse des salaires s'opérait par plusieurs moyens:

- des contrats à temps partiel à la place d'un emploi à temps plein, pour le même travail (à l'image des caissières d'hypermarché qu'on ne



PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB

- fait pas travailler pendant les heures creuses...),
- une hausse du temps de travail pour le même salaire (mise en place de forfaits horaires, suppression de pauses payées...),
- des stagiaires que l'on fait travailler gratuitement en leur faisant miroiter une éventuelle embauche,
- le déplacement des emplois de grandes entreprises statutaires vers des entreprises de sous-traitance bien moins payés,
- le blocage des salaires face à l'inflation (le point d'indice des fonctionnaires n'a pas augmenté

depuis 2010 et dans de nombreuses entreprises privées la tendance est aussi au blocage, avec une inflation qui tourne entre 1,5 et 2% par an...). Mais les capitalistes sont toujours plus gourmands, car la crise spéculative réclame du « vrai argent ». Ils exigent une baisse des salaires par:

- de nouveaux impôts et taxes redistribués en cadeaux aux entreprises,
- la non-indexation des retraites sur l'inflation, et la baisse des cotisations patronales,
- la baisse des allocations chômage (plafonnement des allocations, dégressivité...).

L'accord national interprofessionnel (ANI) leur permet de franchir une nouvelle étape. Il offre la possibilité de baisser les salaires pour deux ans, à condition d'avoir un accord syndical majoritaire dans le cadre des fameux accords de maintien dans l'emploi (article 14). Quand on voit qu'un syndicat comme la CFDT pense que les salaires trop élevés sont un frein aux embauches, le pire est à venir... Il faut faire échec à cette nouvelle attaque et se battre pour des hausses générales de salaire!

Joël Le Jeannic

Anticolonialistes, antiracistes!



PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB

Samedi 2 mars, avec la présence de Philippe Poutou, le NPA était à la marche anticoloniale qui a réuni près d'un millier de manifestantEs. Cette année, la lutte contre l'intervention française au Mali était au centre de notre cortège.

Saint-Denis (93): Roms et mal-logés manifestent!

À Saint-Denis, Porte-de-Paris, des bidonvilles Roms se sont développés, mettant à la vue de tous la misère, l'exclusion du logement, du travail, dont ils sont les victimes. La mairie oscille entre la bataille pour un logement digne et son désir de faire place nette. Elle interpelle les propriétaires institutionnels, le préfet et l'État, pour obtenir le démantèlement des camps. En même temps, elle s'est engagée dans l'installation d'un village Roms.

Les associations de soutiens sont très méfiantes. Au-delà des discours politiquement corrects, elles voient le consensus qui existe sur la solution répressive, expéditive. La Plateforme 93,

regroupant des associations intervenant en solidarité avec les Roms, ainsi que le DAL et le Réseau solidarité logement, ont appelé à une manifestation centrée sur le refus des expulsions sans logement et la réquisition des logements vides. 150 personnes ont manifesté samedi 2 mars jusqu'à une gendarmerie désaffectée depuis au moins 20 ans. En passant par les campements de la Porte-de-Paris, 50 Roms qui ont mené la manifestation ont fait bouger les habitants des bidonvilles!

Une première qui démontre que le travail de sensibilisation et de mobilisation paie, et que les pouvoirs publics vont devoir tenir compte de la parole des Roms et de tous les mal-logés.



PHOTOTHÈQUE ROUGE/NLS

SPÉCIALE 8 MARS JOURNÉE MONDIALE POUR LES DROITS DES FEMMES

À la recherche des femmes

Derrière la figure romantique de l'actrice adulée et respectée se cache une tout autre réalité...

Au XVIII^e siècle, le fait d'être comédienne était associé à la prostitution et les actrices n'avaient d'ailleurs souvent pas d'autres choix que d'y recourir pour subvenir à leurs besoins. Depuis, on aurait pu penser que la situation a évolué. Les milieux artistiques, après tout, ne seraient-ils pas plus enclins à être progressistes ? Il semble bien que non. Encore aujourd'hui, les femmes sont cantonnées aux grandes figures de la littérature classique : jeune première énamourée ou fille légère qui sombrera dans la dépravation. Médée ne tue-t-elle pas ses enfants après avoir été quittée par Jason ? Phèdre ne se suicide-t-elle pas après le départ de Thésée ? Bref, point de salut sans homme dans le théâtre classique et il semble que la situation n'a pas tellement évolué.

Des femmes invisibles

Catherine Anne, écrivaine, metteuse en scène et Myriam Marzouki, metteuse en scène, ont publié dans le journal *Libération* du 24 janvier 2013 une tribune intitulée « Culture : les femmes veulent mieux que des strapontins ». Cette tribune fait suite à plusieurs actions visant à dénoncer l'absence des femmes dans les postes à responsabilité dans les milieux culturels. L'association féministe la Barbe perturbait ainsi la présentation de saison de l'Odéon 2012-2013 où n'était présentée aucune pièce écrite et/ou mise en scène par une femme.

Il est vrai que les chiffres sont éloquentes. Alors que les filières art du spectacle, les écoles de théâtre sont majoritairement fréquentées par des femmes, 81,5% des postes dirigeants de l'administration culturelle, 70% des centres chorégraphiques nationaux, 75% des théâtres nationaux et 85% des centres dramatiques nationaux sont dirigés par des hommes... Certes, les femmes sont présentes dans ces structures mais elles n'en prennent pas la tête, et encore moins lorsqu'il s'agit d'avoir des responsabilités artistiques et administratives. Les milieux culturels n'échappent donc pas au phénomène du plafond de verre malgré leur vernis progressiste. Les inégalités perdurent mais sont aussi renforcées par un milieu qui nie ces dernières, au nom de la promotion des qualités individuelles artistiques qui seraient innées, et non le fruit d'une éducation, et encore moins celui d'une construction sociale de genre. Depuis quelque temps, les femmes des milieux culturels s'organisent donc pour promouvoir la parité notamment dans le Mouvement H/F pour l'égalité dans l'art et la culture. Cette association est inédite dans un milieu marqué par une individualisation de salariéEs soumisEs à des contrats précaires, des stages à répétition, le régime de l'intermittence qui vise à mettre en concurrence les travailleurEs. Pour le moment, l'objectif est d'interpeller les pouvoirs publics. Mais face aux plans d'austérité en préparation qui n'épargneront



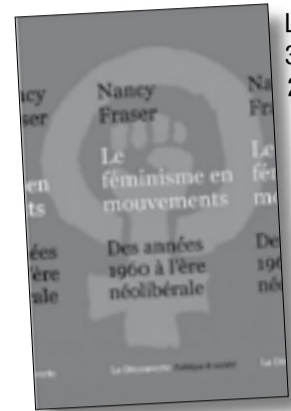
certainement pas les institutions culturelles, ce mouvement devra trouver probablement d'autres voix à la lutte pour l'égalité des femmes.

Léa

Essai

NANCY FRASER, LE FÉMINISME EN MOUVEMENTS: DES ANNÉES 1960 À L'ÈRE NÉO-LIBÉRALE

Traduit de l'anglais par Estelle Ferrarese



La Découverte,
332 pages,
24 euros

C'est peu dire que le féminisme américain a mauvaise presse de ce côté-ci de l'Atlantique. À force de mélanger « des éléments du (post)structuralisme français et la reconstruction du genre », n'est-il pas devenu un « courant de pensée très élitiste » ne menant qu'à des « impasses » (séminaire Copernic, 8 janvier 2013, « Quels féminismes pour changer la société ? ») ? Nancy Fraser n'en disconvient pas, elle montre même comment le « féminisme insurrectionnel », dénonçant d'abord les injustices de genre à l'œuvre dans les États-providences, en est venu à se laisser aspirer par la thématique de l'identité et la revendication de la différence, à ne plus se battre que sur le terrain culturel et à défendre des modèles individualistes venant parfois à l'appui du néo-libéralisme triomphant. Elle démonte avec brio l'aveuglement de ce « féminisme dompté » et la cécité des « théories » soi-disant « critiques » d'Habermas et de ses suivants.

Mais pour cette militante et professeure renommée de philosophie et de sciences politiques (New York et Paris), c'est la crise du néolibéralisme – lui-même responsable de la mise au rancart des États-providences et de leurs services publics de redistribution – qui fait aujourd'hui attendre le renouveau d'un féminisme retrouvant ses prémisses révolutionnaires. Un féminisme non pas revenu à ses débuts mais revigoré par l'examen critique de ses avancées et de ses retraits, pouvant se joindre efficacement à d'autres mouvements d'émancipation de dimension internationale, à hauteur de cette crise même. Excellamment traduit et annoté, notamment à propos de certaines polémiques pointues dont il établit l'histoire, ce livre parfois ardu mérite d'être lu pour son apport critique, mais aussi parce que le féminisme y retrouve l'ensemble des espoirs qui lui sont associés.

Gilles Bounoure

ROMAN

DANS LE VILLAGE DES VEUVES INTRÉPIDES, James Canon, Le

livre de poche, 7 euros

On est en Colombie, dans le petit village de Mariquita. La vie y semble paisible et routinière. Chacun y a sa place et son rôle. Et puis un jour débarquent des guérilleros. Ils enrôlent avec eux tous les hommes pour aller se battre. Passé l'étonnement et le vide créé, les femmes comprennent vite qu'ils ne reviendront pas, et que, pour elles, une nouvelle vie commence. Tout est à refaire, à repenser, à reconstruire ; l'organisation du village, les tâches des unes et des autres. Très vite, sous l'égide de leur nouvelle maire, les femmes s'organisent, s'entraident. Elles inventent ainsi un nouveau monde plus ouvert et plus libre qu'avant, où elles peuvent vivre et s'aimer librement, au seul rythme de leur nouveau calendrier menstruel. Une sorte de belle utopie, où tout semble possible et à inventer.

Hélène



BANDE DESSINÉE

FRAISE ET CHOCOLAT, Aurélie Aurita, tome 1 (2006) et tome 2 (2007), Les impressions libres, 15 euros pièce.

Les deux tomes de *Fraise et Chocolat* nous racontent la passion amoureuse et érotisée de Chenda – Aurélia (dessinatrice) au Japon avec l'éditeur Frédéric Boilet. Un dessin simple, efficace, proche du manga nous emporte au plus intime dans les ébats de ces deux partenaires qui vont devenir un couple. Et là, on vit ou revit nos expériences de la sexualité, sans retenue, sans pudeur. Des questions qu'on se pose dans nos relations intimes : « Quel affreux dilemme ! Regarder son visage en train de jouir ? Ou bien regarder dans le miroir son visage en train de jouir ? » Un vrai miroir, cette BD tout en humour et finesse. Aurélie Aurita appartient à une nouvelle génération de dessinatrices qui introduit la sexualité au féminin dans la BD, loin des mecs libidineux et des filles transies et niaisées, et affirme le droit des femmes à rechercher le plaisir pour le plaisir, à atteindre l'orgasme de milliers de manières, seule ou avec un partenaire. C'est fin, drôle et excitant. À lire ou à relire.

A2L



CINÉMA

WADJDA, réalisé par Haifaa al-Mansour, sortie le 6 février 2013

Wadjda est une fillette qui rêve d'avoir un vélo, pour faire la course avec son copain Abdallah. Elle ne prête aucune attention à ceux (et celles) qui lui rappellent que le vélo est interdit aux filles : à aucun moment elle ne discutera ces règles, sans même chercher à les comprendre. Elle n'est pas (encore) une adolescente révoltée, juste une enfant qui se soustrait aux absurdités du monde adulte, et poursuit son projet avec obstination : obtenir ce vélo ! À travers cette quête malicieuse, la réalisatrice nous confronte à une vision âpre de la société saoudienne, où se côtoient écrans de jeux vidéo et préceptes religieux moyenâgeux dont sont particulièrement victimes les femmes. Ce premier film réalisé en Arabie Saoudite montre toutefois que les choses évoluent. Il se clôt sur une image lumineuse, confiante dans les espoirs portés par la jeunesse.

Catherine



COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE

la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél. : 01 49 28 52 44 / Fax : 01 49 28 52 43



S'abonner à Tout est à nous !

Par prélèvement automatique, Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Hebdo	Hebdo + Mensuel	Désignation du compte à débiter	
Tarif standard <input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	CODE ÉTABLISSEMENT	CODE GUICHET
Jeunes/chômeurs précaires <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre	N° DE COMPTE	
J'autorise, par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvements trimestriels établis à mon nom, qui seront présentés par :		CLÉ RIB	Date :
ORGANISME CRÉANCIER : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) - 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex Numéro spécial d'émetteur : 554755		Signature : _____	
Titulaire du compte Nom : Prénom : Adresse :		Établissement teneur du compte Banque : Adresse :	
Code postal :		Code postal :	
Ville :		Ville :	
Mail :		Mail :	

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC, 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 56 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 44 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 100 €
Tarif jeunes/chômeurs/précaires			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 20 €	<input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 38 €	<input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 76 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org



L'hebdomadaire du Nouveau Parti Anticapitaliste

TOUT!

est à nous

Dossier

**Sortir du nucléaire
en moins de 10 ans,
c'est possible!**

Pages 6 et 7

n°185 – 7 mars 2013 – 1,20 €

www.npa2009.org

Anticapitaliste, antiproductiviste

Deux ans après la catastrophe de Fukushima, le réseau Sortir du nucléaire, des associations, partis, groupes locaux et régionaux ont décidé d'organiser la prochaine manifestation nationale pour la sortie du nucléaire à Paris ce samedi 9 mars.

Choisir la capitale représente un défi car les mobilisations les plus massives se développent traditionnellement au plus près des centrales, des lignes à haute tension, des projets d'enfouissement... Si la centrale de Nogent n'est qu'à 30 kilomètres, ce n'est pas en raison de cette proximité que Paris a été choisi, mais parce qu'elle concentre à elle seule les différents centres de pouvoirs politiques et économiques responsables et coupables de la politique pro-nucléaire.

Il est plus que temps de construire une mobilisation nationale, globale, politique pour sortir du nucléaire et engager la transition énergétique, une mobilisation qui, prenant appui sur les mobilisations spécifiques et régionales, pose la question du choix d'une société débarrassée du nucléaire civil et militaire.

L'accession au gouvernement du Parti socialiste, même flanqué d'Europe Écologie-les Verts, n'a en rien, ou si peu – une réduction prévue de 0,5% de la part du nucléaire dans la production d'électricité – freiné l'acharnement atomique à l'œuvre depuis des dizaines d'années. Les antinucléaires ne peuvent plus se contenter de protestations dispersées.

Nous devons construire un rapport de forces puissant qui s'oppose frontalement à la politique du gouvernement.

9 MARS

**Chaîne humaine
antinucléaire**

de la Défense à Bercy de 14h à 15h30, suivie à 17h
d'un rassemblement – concert à la Bastille
Le NPA sera présent à l'Assemblée
nationale à partir de 13h

SORTIR DU NUCLÉAIRE DÈS MAINTENANT!

TOUT est à nous!
hebdomadaire du Nouveau Parti
anticapitaliste

Rédaction: 01 48 70 42 27

Diffusion: 01 48 70 42 31

diffusion.presse@npa2009.org

Administration: 01 48 70 42 28

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil
Cedex

Mail: redaction@npa2009.org

Numéro ISSN: 1969-8178

Commission paritaire: 0414 P 11508

Tirage: 6500 exemplaires

Société éditrice: Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et de communication
(NSPAC), SARL au capital de 3500 euros
(durée 60 ans)

Gérant et directeur de publication:
Ross Harrold

Maquette: Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22

Fax: 01 48 59 23 28

mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®